

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Saint-Barthélemy, le 11 août 2008

Groupe de subdivisions d'Angers
Rue du Cul-d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy
BP 80145 - 49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : S.A.S. ATLANTEM INDUSTRIES à CHOLET.

Mots-clés : Fabrication de menuiseries - Actualisation des prescriptions

La S.A.S. ATLANTEM INDUSTRIES a transmis le 4 janvier 2008 à monsieur le préfet de Maine-et-Loire une demande d'autorisation concernant la régularisation administrative des activités existantes de fabrication de menuiseries suite aux diverses évolutions du site tant en terme de situation administrative qu'en terme de modification des conditions d'exploitation. Le dossier transmis constitue une nouvelle demande d'autorisation comprenant une lettre de demande et l'ensemble de ses annexes (plans, étude d'impact, étude de dangers et notice d'hygiène et de sécurité).

Issue d'une entreprise artisanale fondée par M. Troispoils, la société des Menuiseries Clotbien était située rue de la Somme à Cholet de 1966 à 1970. L'entreprise s'est ensuite implantée dans la Zone Industrielle Est de Cholet, rue Papin. En 1997, le groupe VM Matériaux a repris le groupe auquel appartenait la société des menuiseries Clotbien.

Les principaux enjeux identifiés en termes de prévention des pollutions et des risques sont les suivants :

- Le risque incendie notamment au niveau des stockages de bois
- Le bruit

I - Présentation synthétique du dossier du demandeur

1. Le demandeur

- Raison sociale	S.A.S. ATLANTEM INDUSTRIES
- Adresse	13 rue Denis Papin, 5 rue Gustave Eiffel - 49307 CHOLET
- Siège social	Parc d'activités La Niel BP 21 - 56920 NOYAL PONTIVY
- Activité	Menuiserie industrielle
- Effectif	90 personnes

Le groupe VM Matériaux possède 78 agences, 7 usines de fabrication de menuiseries, 22 centrales à béton et 5 usines de fabrication de produits béton. Son chiffre d'affaires 2004 s'élève à 433,5 millions d'euros. Son effectif est de 1 900 salariés. La S.A.S. ATLANTEM INDUSTRIE, qui fait partie du groupe VM Matériaux, dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour mener à bien l'exploitation de l'installation.

2. Le site d'implantation et ses caractéristiques

Le site se trouve sur la commune de CHOLET en zone d'activité industrielle, répertoriée comme telle dans le plan local d'urbanisme (PLU). Le site est desservi par la Route Nationale 160 puis le Boulevard du Poitou. L'ensemble de l'établissement est réparti sur deux terrains séparés par la rue Gustave Eiffel. La surface du site est de 12739 m² pour la parcelle CT52 (5 rue Gustave Eiffel) et de 12433 m² pour les parcelles CT10 et CT25 (13 rue Denis Papin) dont 9575 m² de surface pour les bâtiments. Ces deux sites ne sont séparés que par la rue Gustave Eiffel.

Dans la proximité immédiate du site, sont implantées :

- une installation de plasturgie, la société NICOLL,
- une installation de traitement de surface, la société CIREA.

Les premières habitations sont situées à l'ouest du site, à plus de 200 m des limites de propriété.

Les terrains d'implantation des installations ne sont pas situés dans une zone sensible ou protégée.

Un plan de situation est annexé au présent rapport.

3. Le projet et ses caractéristiques

L'activité de la menuiserie consiste à fabriquer des portes et des fenêtres. La puissance totale des machines de travail du bois est de 712 kW. Le volume de bois stocké est de 360 m³, dont 60 m³ en extérieur.

En moyenne, 80 menuiseries sont produites par jours, 120 au maximum.

Les installations de production fonctionnent du lundi au vendredi de 5 h 00 à 16 h45.

Les matières premières utilisées sont :

- Le bois provenant d'Afrique (le Moabi et le Movingui)

- Les vitrages
- Peintures et teintes hydrodiluable

Le schéma de procédé est le suivant :

- Réception de bois déjà traité
- Stockage temporaire
- Transformation du bois pré-débité
- Usinage et montage des menuiseries
- Finition : peinture ou teinte des menuiseries, vitrage, pose des accessoires
- Conditionnement
- Expédition

Les principaux équipements de production comprennent :

- Des machines de travail du bois (scies, raboteuses, perceuses, toupie, fraiseuses...)
- Une ligne de peinture et teinture
- Deux chaudières à gaz
- Quatre compresseurs d'air

Les installations sont exploitées sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 23 octobre 1989 concernant les activités suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
81.A	Ateliers de travail du bois, situé à moins de 30 m de bâtiments occupés par des tiers	Puissance installée : 550 kW	A
405.B.1	Application par pulvérisation de teintes à base de liquides inflammables de 1 ^{ère} catégorie, quantité appliquée par jour supérieure à 25 litres		A
82 quater.1°	Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois ; la quantité susceptible d'être présente dans l'installation excédant 1000 litres		A
261.B	Emploi à froid de liquides inflammables de 1 ^{ère} catégorie, la quantité réunis dans l'atelier excédant 10 m ³		A
136.B.1° 81 ter.B.1° 253	Dépôt de produits chlorophénoliques et dérivés pour traitement du bois, la capacité du dépôt dépassant 10 m ³		A A D
406.1°.a	Séchage de teintes à une température inférieure à 80°C		D
361.B.2°	Installations de compression d'air Supérieure à 50 kW		D

Depuis ce classement, les installations ont connu des évolutions :

- Le démantèlement de l'atelier de traitement du bois et la suppression du dépôt de produits de préservation du bois associé. (Le bois utilisé est maintenant déjà traité par des sous-traitants.)
- La suppression des séchoirs.
- Le remplacement de la peinture solvantée par de la peinture hydrosoluble, depuis fin 2005.
- La suppression de la chaudière à bois, remplacée par une chaudière à gaz.

L'évolution des activités est de nature à réduire les impacts et les risques antérieurs, notamment, ceux qui étaient liés aux installations de préservation du bois et aux installations d'application par pulvérisation de teintes à base de liquides inflammables de première catégorie (les émissions de COV, le risque de pollution des sols, le risque incendie, ...). La capacité de production n'a pas évolué, seule la puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines de travail du bois a augmenté, passant de 550 kW à 712 kW.

D'autre part, la nomenclature des installations classées a également été modifiée. Compte tenu de l'ensemble de ces modifications, les installations sont maintenant visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Situation administrative *
2410-1	Ateliers de travail du bois La puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 200 kW.	Puissance installée : 712 kW	A	b - c
2940-2b	Application, séchage de vernis, peinture Sur support bois lorsque l'application est faite par tout autre procédé que le trempé. Si la quantité maximale de produit susceptible d'être mis en œuvre est supérieure à 10 kg/j mais inférieur ou égal à 100 kg/j.	Pulvérisation 45 kg/j	D C	b
2920-2b	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, n'utilisant pas de fluide inflammable ou toxique, la puissance absorbée étant Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	Compression : 100,5 kW Réfrigération : 1,1 kW	D	b

* Au vu des informations disponibles, la situation administrative des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations dont l'exploitation a cessé

La portée de la demande concerne les installations repérées (c)

4. Prévention des risques accidentels

Les risques essentiels inhérents à ces installations sont l'incendie en raison des stockages de bois et de liquides inflammables ainsi que l'explosion du silo de sciures de bois.

Une analyse préliminaire des risques a porté sur les diverses installations présentes dans l'établissement (stockage de bois, stockage de liquides inflammables, silo de poussières de bois). La prise en considération des défaillances possibles ainsi que des moyens préventifs et curatifs mis en œuvre ont permis d'identifier les situations de risque qui ont fait l'objet d'une cotation de criticité. Quatre scénarii ont plus spécifiquement été étudiés et leurs distances d'effets calculées et cartographiées :

- l'explosion du silo de stockage de poussières de bois,
- l'incendie du stockage de bois intérieur (bâtiment débit),
- l'incendie généralisé du stockage de bois extérieur,
- l'incendie du stockage de liquides inflammables.

Les valeurs de référence relatives aux seuils d'effets de surpression définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 ont été prises en compte pour évaluer les effets d'une explosion du silo de stockage de poussières de bois. Les zones d'effets correspondant à une surpression supérieure à 50 mbar (correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine) sont situées à l'intérieur des limites de propriété.

Les valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 ont été prises en compte pour évaluer les effets d'un incendie. Les zones d'effets correspondant à un flux thermique supérieur à 3 kW/m² (correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine) sont situées à l'intérieur des limites de propriété pour les scénarii d'incendie généralisé du stockage de bois extérieur et d'incendie du stockage de liquides inflammables par contre, elles sortent des limites de propriété côté sud, sans toutefois atteindre le bâtiment voisin, dans le cas d'un incendie dans le bâtiment « débit ». Ce dernier scénario concerne des installations dont l'exploitation a déjà été autorisée en 1989 et qui n'ont pas été modifiées.

Les mesures préventives prévues par l'exploitant consistent en :

- le stockage du bois en extérieur sur 4 allées séparées de 4 mètres environ,
- la présence d'évent de surpression sur le silo de sciures,
- l'installation, depuis 2005, d'un système de détection d'étincelle et d'extinction automatique sur l'installation de dépoussiérage,
- l'établissement de zones ATEX.

Les moyens de lutte contre l'incendie consistent en :

- 97 extincteurs portatifs et de 10 robinets d'incendie armés répartis dans les bâtiments,
- cinq poteaux incendie délivrant 60 m³/h minimum sous pression de 1 bar à proximité de l'installation rue Eiffel et rue Denis Papin,
- des dispositifs de désenfumage (existants pour les bâtiments de la rue Eiffel et à installer pour ceux de la rue Papin).

5. Prévention des risques chroniques et des nuisances

5.1. Prévention des rejets atmosphériques

L'activité est principalement génératrice de poussières de bois.

Les émissions de poussière émises lors des différentes étapes de fabrication sont maîtrisées par la captation puis la filtration.

Les peintures solvantées ont été remplacées en 2005 par des peintures hydrodiluable, le white spirit n'est plus utilisé. L'exploitant estime que les émissions de COV sont désormais quasiment nulles.

5.2. Protection du sol, des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Les activités actuelles d'ATLANTEM INDUSTRIES ne sont pas de nature à modifier l'état des sols en situation normale. Toutefois, en l'absence d'information sur l'état éventuel de contamination des sols par les produits de traitement du bois utilisés auparavant, il sera prévu dans nos prescriptions un diagnostic des sols au droit de l'ancienne installation et des zones de stockage des bois traités.

Le site est alimenté en eau par le réseau public et par un forage d'une profondeur de 96 m et d'un débit inférieur à 8 m³/h pour les usages sanitaires.

Les usages de l'eau sur le site se répartissent en :

- Usages sanitaires
- Dilution des peintures

Les eaux usées des sanitaires sont dirigées vers trois fosses septiques vidangées périodiquement.

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau séparatif puis dirigées vers le réseau communal.

Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle.

Les réseaux sont de type séparatif.

5.3. Prévention des nuisances sonores

Le fonctionnement des procédés de dépoussiérage est la source du bruit prépondérant sur le site.

Sur la base des mesures réalisées sur le site et des mesures initiales dans l'environnement, l'exploitant estime qu'avec des niveaux sonores ambiants de 50,5 dB(A) de jour et 41,5 dB(A) de nuit, les niveaux d'émergence limite dans la zone réglementée, située à l'ouest du site, seront respectés.

Les niveaux sonores ambiants mesurés en limite de propriété du site sont conformes aux valeurs réglementaires, excepté pour un point de mesure en période nocturne. D'après l'exploitant, le bruit serait dû à des camions de livraison de la société voisine stationnant au niveau de l'entrée du site. Il propose de demander aux chauffeurs des camions d'éteindre leur moteur.

5.4. Production et gestion des déchets

L'établissement dispose d'une collecte sélective pour les emballages, les cartons, les métaux, la sciure, les copeaux et les chutes bois en vue de leur valorisation.

Les Déchets Industriels dangereux sont enlevés par des sociétés agréées.

5.5. Transport - Trafic routier

L'activité génère un transport qui représente environ 6 véhicules poids lourds par jour auxquels il convient d'ajouter les 70 véhicules légers du personnel travaillant sur le site. Les allées et venues des transporteurs s'effectuent entre 8 heures et 17 heures. Un plan de circulation sera élaboré.

5.6. Evaluation des risques sanitaires

L'évaluation de l'impact sur la santé des populations n'a pas mis en évidence d'émissions significatives dues à l'activité de la S.A.S. ATLANTEM INDUSTRIE. Elle conclut à l'absence de risques significatifs pour la santé des populations environnantes.

5.7. La notice d'hygiène et de sécurité du personnel

L'effectif de l'entreprise est d'environ 90 personnes.

Une formation est dispensée aux personnels sur les spécificités et l'activité du site ainsi que sur les risques liés à ces activités (connaissance des consignes de sécurité).

Les dispositions applicables au titre du code du travail en matière d'aménagement des locaux, d'ambiance de travail et visites médicales du personnel sont mises en œuvre.

5.8. Les conditions de remise en état

L'exploitant a prévu une remise en état du site en fin d'exploitation. Les mesures indiquées comprennent l'évacuation des produits stockés, des équipements et des déchets ainsi qu'un diagnostic de pollution éventuelle du sol ou des eaux souterraines que ses activités auraient pu générer.

IV - Analyse de l'inspection des installations classées

1. Statut administratif des installations du site

La S.A.S. ATLANTEM bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 23 octobre 1989 pour l'exploitation d'installations de fabrication de menuiseries sur le site de CHOLET. Le présent dossier est relatif à une demande de régularisation administrative.

2. Inventaire des principaux textes en vigueur applicables aux installations objet de la demande

Dates	Textes
18/04/08	Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
07/05/07	Décret n° 2007-737 du 7 mai 2007 relatif à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques et ses textes d'application.
30/05/05	décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et ses textes d'application
07/02/00	Arrêté du 7 février 2000 (Économie, finances et industrie) abrogeant les arrêtés du 5 février 1975 relatif aux rendements minimaux des générateurs thermiques à combustion et du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.
23/07/86	Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

V - Propositions de l'inspection des installations classées

Les modifications n'engendrent aucun danger ou inconvénient nouveau. La seule augmentation qui apparaît sur la base des informations contenues dans le dossier est le passage de la puissance installée des machines de travail du bois de 550 kW à 712 kW. Par contre la suppression de la plupart des activités précédemment exercées dans les ateliers situés rue Gustave Eiffel dont notamment, le traitement du bois, l'application de peintures solvantées et le séchage de teintures est de nature à réduire les impacts et les risques. En conséquence, les modifications des conditions d'exploitation décrites dans le dossier ne constituent pas une modification notable et ne nécessitent pas une nouvelle procédure d'autorisation soumise à enquête publique. Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, ces modifications peuvent être prises en compte par arrêté complémentaire après avis du CODERST.

Compte tenu de l'ancienneté de l'arrêté d'autorisation qui réglemente les installations, des modifications intervenues dans la nomenclature et de la suppression de plusieurs activités au sein de l'établissement, l'inspection des installations classées propose que les prescriptions ci-jointes remplacent et annulent celles de l'arrêté du 23 octobre 1989.

Compte tenu des risques de pollution des sols par l'ancienne activité de traitement du bois, nos propositions de prescriptions prévoient un diagnostic des sols au droit de l'ancienne installation et des zones de stockage des bois traités.

VI - Conclusions

Considérant qu'aux termes de l'article L512-1 du code de l'environnement livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le démantèlement de l'atelier de traitement du bois ainsi que la suppression du dépôt de produit de préservation du bois sont de nature à diminuer les risques de pollution des sols et des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que le remplacement des peintures solvantées par des peintures hydrosolubles est de nature à diminuer les impacts des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture ;

Considérant que des travaux sont prévus afin d'équiper le bâtiment rue Denis Papin de dispositifs de désenfumage ;

Considérant les prescriptions proposant un diagnostic des sols au droit de l'ancienne installation et des zones de stockage des bois traités.

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le projet d'arrêté joint au présent rapport, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement Livre V, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

L'inspection des installations classées propose que soit réservée une suite favorable à la demande présentée par la S.A.S. ATLANTEM INDUSTRIE, sous réserve de l'application des prescriptions ci-jointes proposées dans les délais impartis et propose au préfet de Maine et Loire de soumettre ce dossier à l'avis des membres du CODERST de Maine-et-Loire.